

SAHARA

INFO

Bulletin de l'Association des Amis de la R.A.S.D.

N° 32-33
MARS-AVRIL 1979
PRIX : 5 F

Commission Paritaire N° 58229

MENSUEL D'INFORMATION SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

HALTE AUX MANOEUVRES DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS CONTRE LE PEUPLE SAHRAOUI !



Dans ce numéro :

Le troisième
anniversaire
de la R.A.S.D.

Une délégation
du Front Polisario
à Paris

**DOSSIER
NÉGOCIATIONS**

Qui est derrière Sahara Info ?

Des amis du peuple sahraoui appartenant à toutes les sensibilités politiques, syndicales et philosophiques.

Présidence de l'Association : Roger Brisch, Jacques Chatagner, Jean-Pierre Chevènement, Denise Duboscq, Maxime Kalinsky, Victor Leduc, Marcel Omet, Chantal Perez.

Secrétaire général : Thomas Jallaud.

Comité de rédaction : Grégoire Carat, Denise Duboscq, Gilles Gauthier, Jean-Paul Meyer, Edouard Roland, René Toussein et Lise Vianey.

Collaborateurs : Maurice Barbier, François Beslay, Jean Copans, Serge Demailly, Constant Hamès, Raymond Josse, Edmond Jouve, Georges Labica, Guy Toureaux, Raoul Weexsten (liste non close).

Sommaire

Editorial	2
3 ^e anniversaire de la R.A.S.D. ...	3-4
Ce que disent les dirigeants de la R.A.S.D.	4
Interview d'un lieutenant marocain	4
Une délégation du F. Polisario à Paris	6
Dossier négociations	7-11
a) <i>Un problème de décolonisation</i>	7
b) <i>Des négociations difficiles</i>	7-8
c) <i>Les fondements de la négociation</i>	8
d) <i>Positions de l'Espagne, la France et les États-Unis</i>	9-10
e) <i>Le cadre du règlement</i>	11
f) <i>Témoignage sur la Mauritanie</i>	11
La victoire de Tan-Tan	12
Le phosphate sahraoui : un enjeu !	13
Notes de lecture	14
Nouvelles de l'Association	15
Poème, courrier et campagne scolaire	16

« Sahara-Info », bulletin de l'Association des Amis de la R.A.S.D.
B.P. 236 - 74 264 Paris Cedex 06
Directeur de la publication : Denis Pryn
Commission Paritaire N° 58 229
Imprimerie CH. CORLET
14110 Condé-sur-Noireau
N° B.N. ISSN 0150 - 262 X

ÉDITORIAL

Le peuple sahraoui vient de célébrer le troisième anniversaire de la proclamation de la République Arabe Sahraouie Démocratique. L'ampleur des manifestations organisées à cette occasion et la haute représentativité des délégations venues apporter leur soutien au Front Polisario démontrent une nouvelle fois la considération dont jouit ce petit peuple en lutte contre l'occupation militaire de son territoire.

Les bruits de bottes qui viennent du Maroc nous confirment les succès militaires et politiques remportés par le Front Polisario. La pression militaire de plus en plus insupportable que font peser les Sahraouis sur l'armée marocaine, jusque dans le Sud Maroc, vient de conduire le roi à constituer un *Conseil National de Sécurité* et à remanier son gouvernement. On ne peut que remarquer le renforcement au sein de ces deux instances d'une représentation des partis dits « d'opposition ». En tentant de renforcer « l'union nationale » qui a été créée en 1975 autour de la question du Sahara, le roi du Maroc espère avant tout faire entériner par la majorité des forces politiques et syndicales marocaines tant les effets de la crise économique et sociale provoqués par le coût démesuré de la guerre, que les conséquences à moyen terme de la poursuite de l'occupation militaire du Sahara occidental.

Parmi ces conséquences il nous faut attirer l'attention sur deux d'entre elles ; acculée, la monarchie va tout faire pour tenter de renverser le rapport de forces en sa faveur. Outre une réorganisation de son armée et l'utilisation d'armes de plus en plus sophistiquées — complaisamment vendues par des firmes françaises et américaines avec l'accord explicite des gouvernements respectifs — la tentation va devenir grande pour le roi Hassan de venir attaquer tout à la fois les réfugiés sahraouis et le peuple algérien qui les héberge. La possibilité d'une telle agression n'a jamais été aussi réelle et exige une vigilance de tous les instants de notre part.

La deuxième conséquence est la suivante : le gouvernement marocain est en train de tout faire pour que le gouvernement mauritanien ne réponde pas aux aspirations à la paix du peuple mauritanien. Les difficultés que traverse aujourd'hui la Mauritanie témoignent des innombrables pressions de toutes natures dont la classe politique mauritanienne est l'objet, tant de la part des gouvernements marocain et sénégalais que des milieux coloniaux français. Deux exemples illustrent ces pressions. 1) Les forces armées marocaines stationnent toujours en Mauritanie malgré la promesse faite par le président Saleck de les faire retirer d'ici la fin du mois de mars. 2) La grave tension existant en Mauritanie entre les communautés noire et maure, organisée et exploitée par le Maroc, la Mauritanie et la France afin de tenter de déstabiliser le gouvernement mauritanien. Il appartient plus que jamais à ce dernier de répondre positivement et rapidement aux demandes légitimes du peuple sahraoui afin de pouvoir sortir définitivement le pays de la guerre et contribuer ainsi au rétablissement de la paix dans la région.

Le peuple sahraoui et le Front Polisario en sont à une étape importante de leur lutte. Nous en sommes à une étape importante de la solidarité que nous leur témoignons. Notre rôle, ainsi que nous le rappelait le secrétaire général adjoint du Front Polisario lors de son passage à Paris, doit être à la mesure des responsabilités qui nous incombent. Il est plus que jamais nécessaire d'exiger du gouvernement français une attitude de neutralité effective. Force nous est de constater que malgré les récentes déclarations du président de la République, reconnaissant l'existence d'un problème de décolonisation, ce dernier vient de recevoir le roi Hassan II et lui a promis de continuer à lui fournir l'aide militaire dont il a besoin pour poursuivre son agression contre le peuple sahraoui.

Or une attitude de neutralité effective signifie :

- Le retrait du dispositif militaire dirigé contre le peuple sahraoui.
- L'existence de relations officielles avec chacune des parties concernées par le conflit. Ce qui signifie reconnaître le Front Polisario et le peuple sahraoui comme premiers concernés.
- Le possibilité pour le Front Polisario d'ouvrir un bureau officiel en France.

Deux nouveaux États reconnaissent la R.A.S.D. : l'Éthiopie et le Vietnam.

3^e ANNIVERSAIRE DE LA R.A.S.D.

A l'occasion du 3^e anniversaire de la proclamation de la R.A.S.D., célébré le 28 février dernier, une délégation de notre Association a pu assister aux festivités organisées à cette occasion. Nous publions ci-dessous un compte rendu de son voyage.

Quand l'avion parti d'Alger se pose à Tindouf les invités du Front Polisario aux festivités du 3^e anniversaire de la proclamation de la République Arabe Sahraouie Démocratique commencent à avoir une petite idée de ce qu'est le désert sahraoui. En effet, vu d'avion, le paysage est extraordinaire. Immensité plane, uniforme ou avec quelques rares dénivellations, aux seules couleurs beige, ocre ou rougeâtre — espaces zébrés parfois de sillons semblables à des rivières (sèches hélas) — aux multiples nervures. Un pays très pauvre. Ce que nous voyons confirme l'aridité de ce sol de sables et plateaux rocailleux. Circuler dans ce désert en Land-Rover nécessite un abandon total de la notion de confort.

C'est fourbus, mais ravis, que les délégués arrivent après plus de deux heures de voyage en R.A.S.D. sur les lieux où se déroulent les festivités. En zone libérée.

Une ovation salue l'arrivée de notre délégation. De partout fusent des slogans et nous notons celui-ci : « Associations internationales faites connaître la lutte du peuple sahraoui ! » Les femmes surtout accompagnent les mots d'ordre prononcés en frappant des mains en cadence et en poussant des « hyou-hyou » qui finissent en décroissant. Elles lèvent le poing, deux doigts formant le V de la victoire qu'à coup sûr ramporteront les forces de l'A.L.P.S.

Puis c'est l'allocution du secrétaire général du Front Polisario, Mohamed Abdelaziz, président du Conseil du commandement de la révolution, discours entrecoupé en permanence par les slogans criés par la foule présente, particulièrement lors des passages relatifs à la disparition du Président défunt Houari Boumediene et à la continuité du soutien de l'Algérie et des autres pays amis à la lutte du peuple sahraoui, puis à l'évocation des victoires récemment remportées par l'A.L.P.S. ainsi que l'hommage aux héros (chahîd) tombés dans les combats. Enfin, la menace de reprendre les hostilités contre la Mauritanie si celle-ci continue à tergiverser sur la « dynamique de paix » qu'elle prétend vouloir et qui fut réaffirmée lors d'une récente rencontre entre le président Abdelaziz et le président mauritanien.

De nombreuses personnalités étrangères prennent ensuite la parole en soulignant leur certitude en la victoire du peuple sahraoui dans sa lutte pour un Sahara occidental libre et indépendant. Une ovation est faite au général égyptien Chazli, ancien chef d'état-major de l'armée égyptienne, héros de la guerre d'Octobre, quand après son intervention faisant l'apologie de l'armée de libération populaire sahraouie il va embrasser le secrétaire général du Front Polisario.

Le Premier ministre, Mohamed Lamine, note les progrès sensibles de la position française, mais il souhaite que l'Élysée conseille un peu mieux ses amis du gouvernement marocain.

UNE ARMÉE NATIONALE

Ensuite commencent les défilés. En premier celui de deux mille enfants passant par

groupes de centaines, marchant au pas avec des arrêts marqués par des frappements énergiques des pieds. Puis c'est le long défilé de dizaines et de dizaines de Land-Rover, jeeps américaines, camions G.M.C. et Unimog armés de leurs mitrailleuses et de canons de 75 et 105 mm, mortiers, bazookas... tout ce matériel pris aux F.A.R. marocaines sur le champ de bataille par les combattants sahraouis. Défilent ensuite trois mille soldats, parfaitement équipés, marchant fièrement derrière le drapeau que porte une Garde d'honneur.

C'est impressionnant ! La combativité et la détermination se lisent sur les visages burinés par le soleil. La fierté éclate lorsque des combattants nous montrent près de deux cents prisonniers marocains alignés tout à côté d'un autre matériel militaire récupéré surtout à Tan-Tan il y a un mois. Nous avons pu librement interroger en arabe ou en espagnol quelques prisonniers qui tous affirment avoir maintenant la conviction profonde qu'ils sont aux mains d'un peuple qui lutte pour son bon droit. Ils déclarent qu'ils avaient cru partir se battre contre des envahisseurs algériens, cubains ou angolais comme le leur disait la propagande royale et de « l'opposition ». La situation catastrophique qui existe actuellement au Maroc dont ils tinrent à porter témoignage fait mieux comprendre pourquoi les F.A.R. sont si peu motivés et pourquoi de si nombreux soldats marocains se rendent ou rejoignent le Polisario. A la veille de notre départ nous avons longuement interviewé un officier marocain, Haïdar Mahfoud, âgé de 24 ans, sorti lieutenant d'infanterie de l'Académie royale de Meknes, qui vient de rejoindre les forces du Polisario avec armes et bagages. Il se déclare prêt à lutter aux côtés des Sahraouis si le Front Polisario l'y autorise.

Délégations présentes au 3^e anniversaire de la R.A.S.D.

Délégations d'Etats : Algérie, Lybie, Ethiopie, Seychelles, Guinée-Bissau, Panama, Madagascar, Burundi, Corée démocratique, Angola, Vietnam.

Partis et organisation : Afrique : Union Générale des Etudiants Africains ; Belgique : Parti Social Chrétien, Parti Communiste, Oxfam, Entraide Socialiste, Jeunesse ouvrière chrétienne Internationale Comité de soutien au peuple sahraoui ; Canada : Suco ; Chili : Résistance AntiFasciste de Chili ; Egypte : Général Saad Ed Dine Chazli ; Espagne, Parti Socialiste Ouvrier, Parti Communiste, Parti du Travail, Mouvement Communiste, Association des Amis du Sahara, Comité Catalan de soutien au peuple sahraoui, Comité Canarien de soutien au peuple sahraoui ; France : Fédération des Républicains de Progrès, Parti Socialiste Unifié, Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique, Parti Communiste Français, Association Internationale des Juristes Démocrates, Ligue Internationale

pour les droits et la Libération des Peuples, Association des Amis de la R.A.S.D. ; Grande-Bretagne : Parti Travailleuse, Comité de soutien au Sahara ; Grèce : Parti Communiste ; Liban : Jeunesse Démocratique ; Maroc : Ilal Amam ; Namibie : SWAPO ; Portugal : Organisation Unitaire des Travailleurs ; Palestine : F.D.L.P., F.P.L.P. ; La Réunion : Parti Communiste ; République Démocratique Allemande : Comité de Solidarité avec les peuples d'Asie et d'Afrique ; République Fédérale Allemande : Parti Social Démocrate, Organisation de Jeunesse du SPD (JUSOS), Bureau d'information africain et arabe (DAAB) ; Sénégal : M. Mamamadou Dia, Rassemblement National Démocratique, Parti Démocratique Sénégalais, Parti Africain pour l'Indépendance ; Suisse : Parti Socialiste, Organisation des Partis Progressistes Suisses, Parti Socialiste Genevois, Comité suisse de soutien au peuple sahraoui ; Timor-Est : FRETILIN ; Tunisie : Mouvement Populaire ; Turquie : Parti socialiste Ouvrier ; U.S.A. : Comité pour l'Afrique ; Zimbabwe : Front Patrio-

UN PEUPLE, UNE ÂME

Le lendemain de ce jour de fête anniversaire nous rendons visite aux Comités de femmes sahraouies. Au cours de cette semaine passée en R.A.S.D., nous voyagerons de jour et de nuit en Land-Rover sur des terrains caillouteux et sablonneux sur lesquels nos chauffeurs retrouvent avec un sens inimaginable le chemin qui nous conduit soit à l'école du 9-Juin (2 000 enfants), soit à l'Hôpital national (immense mais sous-équipé) soit au camp de réfugiés que nous voulons visiter. Et partout de nouveaux étonnements. Des podiums sur lesquels les jeunes filles dansent et interprètent des scè-

nes patriotiques avec une grâce infinie ; des soldats, s'accompagnant à la guitare électrique (des groupes électrogènes fonctionnent le soir) chantent les exploits des combattants et le sang des martyrs de la Révolution. Cette musique fait l'ébahissement d'un invité qui n'en revient pas qu'en plein désert on puisse entendre du folk ! Les poèmes récités sont l'œuvre de la population elle-même.

Ce que nous retiendrons de ce voyage ? Il existe incontestablement un peuple sahraoui avec ses spécificités, un peuple différent des peuples marocain ou algérien. Une

Nation qui lutte pour la reconnaissance de son droit de vivre dans l'indépendance et la paix. Une armée, bien organisée et puissante dont la valeur s'est concrétisée sur le terrain, qui peut aujourd'hui même imposer une solution militaire au conflit provoqué par le Maroc et la Mauritanie, et chez tous enfin, tout en mettant en place de nouvelles structures avec des responsables élus et compétents, une volonté farouche, une foi inébranlable pour que la petite République Arabe Sahraouie Démocratique devienne bientôt une grande nation. Elle l'est déjà pour ceux qui ont compris et approché son combat pour la paix, la liberté et l'indépendance.

Ce que disent les dirigeants de la R.A.S.D.

La République : « Le peuple sahraoui tout entier est aujourd'hui organisé sous le leadership du Front Polisario... Cela a demandé des efforts considérables pour l'édification d'institutions capables de le diriger et les moyens nécessaires d'assurer la continuité de celles-ci, à savoir la structuration, les soins, l'enseignement, etc., et cela conformément aux décisions prises par les masses populaires lors des congrès populaires de base, du congrès populaire général et des conférences nationales dans lesquelles les masses définissent leurs modes politiques économiques et sociaux et dégagent leur programme d'action. » (*Mohammed Abdelaziz.*)

« Le peuple sahraoui est une force organisée, politisée, solide. » (*Mohamed Lamine.*)

Les territoires occupés : « Une partie du peuple mène un combat audacieux dans les territoires occupés et fait face aux méthodes de répression les plus barbares et continue à rejoindre les rangs des combattants pour mener la bataille du destin. » (*Mohamed Abdelaziz.*)

La dynamique de la paix : « Quant aux tentatives vaines, tramées ici et là afin de cacher la réalité et de vider le problème de son fond et de ses données fondamentales elles sont vouées à l'échec, tant qu'elles ignorent l'existence de ce peuple et sa volonté d'indépendance sur l'ensemble de son territoire national. » (*Mohamed Abdelaziz.*)

« Les forces mauritaniennes sont toujours présentes au Sahara occidental. La guerre peut recommencer à n'importe quel moment. » (*Mohamed Lamine.*)

« Si certains sont optimistes quant à la marche du train, nous ne partageons pas cet optimisme quant à la marche de la paix. » (*Mohamed Abdelaziz.*)

« Pour mener à bien une solution la partie fondamentale est le peuple sahraoui. » (*Mohamed Lamine.*)

« Si la France veut la paix elle peut conseiller à tous ses amis dans la région en particulier au Maroc, d'arrêter leur guerre contre le peuple sahraoui. » (*Mohamed Lamine.*)

Le lieutenant marocain Mahfoud Haïdar qui a rejoint les rangs du Front Polisario raconte...

Invitée par le Gouvernement de la République Arabe Sahraouie Démocratique à assister au 3^e anniversaire de la proclamation de la R.A.S.D., Maître Marigrine Auffray-Milesy a pu rencontrer longuement le 1^{er} mars 1979, « quelque part en territoire libéré » le lieutenant marocain Mahfoud Haïdar qui venait de rejoindre la veille les rangs du Front Polisario, avec une Land-Rover marocaine, sous licence espagnole, un fusil automatique léger

belge de calibre 762 et un important stock de munitions.

Lieutenant Haïdar — Je suis marocain, originaire de Meknès. J'ai 26 ans. J'ai passé 6 ans à l'Académie militaire de Meknès, dont je suis sorti le 1^{er} juillet 1977, Promotion « Maroc nouveau ». J'ai été affecté au 5^e détachement d'intervention rapide à Zag.

Au début on nous disait que l'on combattait une invasion algérienne, cubaine et malienne. Je me suis très vite rendu compte qu'il n'en était rien. En effet, la façon dont est traitée la population sahraouie dans les territoires occupés est tout à fait significative : on fait payer aux populations civiles les échecs subis sur le terrain.

L'armée marocaine est complètement dégénérée, elle est indigne d'une armée nationale. Le moral est très bas, tout le monde a peur du Polisario,

tout le monde a peur d'être tué, aussi les garnisons marocaines se terrent dans les bases et n'osent pas sortir.

Les officiers se livrent à un trafic éhonté du ravitaillement militaire : il y a énormément de corruption, aussi le soldat marocain est-il très mal nourri, car les rations sont détournées par certains officiers, comme par exemple le capitaine Hidda, et vendues au marché noir à Agadir et ailleurs.

A Zag, il restait environ six cents Sahraouis dont la plupart ont été arrêtés. Je sais que les prisons sont pleines de Sahraouis, hommes et femmes, qu'ils sont torturés et que certains ont purement et simplement disparus.

En fait, à l'intérieur de l'armée marocaine on sait que le Polisario est très fort, d'ailleurs on a 50 % de pertes. Sur le terrain, chacun cherche un trou pour se cacher. Par exemple lorsque le Polisario pilonne une garnison marocaine, on n'ose même pas plusieurs heures après, aller en reconnaissance sur les lieux d'où venait l'attaque.

Il arrive même que les officiers s'enfuient, laissant les soldats derrière eux. Ceux-ci ont tellement peur qu'ils lèvent les bras en l'air et se laissent faire prisonniers.

Nous avons très peu d'informations sur ce qui se passe, aussi toute l'armée marocaine écoute la radio Polisario pour connaître la situation.

Ainsi par exemple, tout mon régiment, soit 2 400 personnes, sait que je suis parti rejoindre le Polisario, car cela a été annoncé à la radio.

Je sais que je suis le premier officier marocain à avoir fait ce sacrifice ; je pense que c'est utile pour mon pays car c'est l'entêtement du régime qui fait que cette guerre se prolonge. Le peuple marocain paie cette guerre très cher : les conditions de vie du peuple marocain sont très dures, les impôts augmentent, l'inflation et la hausse des prix sont très dures pour le peuple.

Je pense que j'ai fait mon devoir envers mon pays : j'ai voulu montrer que dans la jeunesse marocaine il y a des gens prêts à se sacrifier pour leur pays. Cette guerre est injuste, elle doit se terminer. Le peuple Sahraoui doit récupérer sa patrie. Le Roi Hassan devra quitter cette guerre, sinon on lui fera quitter le pays. Un jour, proche je l'espère, l'armée fera demi-tour direction Rabat.

Question — Ne craignez-vous pas des représailles contre votre famille ?

Lieutenant Haïdar — Je n'ai plus de famille, aussi je ne crains pas les représailles. Ma famille maintenant c'est le Polisario. De toute façon on ne fait pas d'omelette sans casser les œufs.

Question — Pouvez-vous parler des instructeurs militaires étrangers dans l'armée marocaine ?

Lieutenant Haïdar — A l'Académie militaire de Meknès, il y a de nombreux officiers français, jusqu'au grade de colonel et général, qui forment les militaires marocains. Ils forment notamment les « commandos de marche verte ». Il y a également des stages de formation aux U.S.A. (pilotage, blindés, etc.).

Question — Que savez-vous du mode de vie des populations sahraouies en territoire occupé ?

Lieutenant Haïdar — Ces populations vivent dans une misère épouvantable. A Zag, par exemple, ils mangeaient les restes de la soupe des soldats, qui comme je vous l'ai déjà dit était déjà très misérable. J'ai vu des traces de torture sur certains prisonniers sahraouis libérés après plusieurs années de détention. Les biens des Sahraouis qui ont fui les troupes marocaines sont systématiquement pillés.

D'autre part, il a été constitué des unités spéciales dites « STATIONS », formées uniquement de soldats d'origine sahraouie, la plupart du temps enrôlés de force et regroupés sur la base tribale. Ces unités sont placées en première ligne, pour tenter de créer des contradictions avec l'Armée populaire de Libération sahraouie et faire massacrer des Sahraouis par des Sahraouis. Je connais au moins trois de ces « STATIONS », à Zag (200 hommes), Bou Craa et Boujdor.

Les tortures sont effectuées dans des locaux spéciaux des services de renseignements de l'armée ou de la gendarmerie. Tous les prisonniers sahraouis sont systématiquement envoyés dans ces locaux spéciaux, à Marrakech, Agadir, Meknès, etc.

Je sais qu'il y a une prison spéciale clandestine à Ouarzazate. Dans les territoires du Sahara occidental occupés il y a une certaine forme de transfert de population : on poursuit et on extermine la population sahraouie et on essaie de faire venir les Marocains à la place. Mais les Marocains ont peur. Aussi on les amène de force. Par exemple il y a un an on a transféré malgré elle toute la population de Jderia à Smara, en laissant derrière tous leurs biens, par le moyen d'avions Hercules C 130.

Lorsqu'il y a des journalistes ou des visiteurs internationaux en territoires occupés, on déguise des Marocains en Sahraouis pour leur présenter.

Question — Pouvez-vous nous indiquer comment est composée la garnison de ZAG ?

Lieutenant Haïdar — Il y a en tout environ six mille hommes. Le 1^{er} Régiment d'Infanterie Motorisée (1^{er} RIM), le 4^e GEB (escadron blindé), le 1^{er} Bataillon de Méharistes, le 3^e GAR (Artillerie) et la 1^{re} STATION (troupes d'origines sahraouies enrôlées de force).

Question — Que s'est-il passé après l'attaque de Tan-Tan par le Polisario ?

Lieutenant Haïdar — Depuis quelque temps, il y a une très forte répression dans l'armée. Aussi les officiers essaient-ils de se couvrir mutuellement. Le roi joue sur le fait que la population marocaine met en cause la dignité et l'efficacité de l'armée.

Chaque fois que le POLISARIO est victorieux, il y a une répression contre les officiers et soldats de la garnison concernée. Par exemple, le 25.10.77 à Oued Nasser, il y a eu 18 morts et 13 prisonniers marocains. De plus le Polisario a récupéré énormément de matériel, dont notamment des camions Kayser. Après l'accrochage, le Général Driss Ben Naïssa (Inspecteur des Forces Armées Royales, Chef d'état-major avancé) voulait fusiller les conducteurs des camions pris par le POLISARIO. Ce n'est que grâce à l'opposition des officiers subalternes que cela a pu être évité.

Dernièrement, après l'attaque de Tan-Tan, le Roi a fait fusiller six officiers qui commandaient la garnison. Bien sûr, cela n'a pas été annoncé publiquement, et les corps n'ont été remis aux familles qu'à condition de ne pas en parler et de procéder aux enterrements de nuit.

Question — Qu'avez-vous pensé lors de l'annonce du cessez-le-feu décrété unilatéralement par le Polisario en Mauritanie ?

Lieutenant Haïdar — On savait que l'on serait égorgés. On s'est senti isolés. Mais en même temps on a pris cela comme un geste de générosité, de bonne volonté à l'égard d'un pays pauvre, qui a les mêmes traditions, et qui ne peut plus supporter la guerre.

J'espère que la paix en sortira bientôt.

En ce qui concerne mon pays, j'espère que d'autres me suivront pour lutter contre cette guerre fratricide et arriver à la paix. Les événements d'Iran nous ont donné courage, lorsque nous avons vu que tout un peuple sans armes avait forcé le Chah à partir. D'ailleurs il y a eu des manifestations à Marrakech, notamment, contre la présence du Chah au Maroc.

Je sais que la lutte sera longue, mais en faisant ce que j'ai fait, j'ai la conviction de servir mon pays. C'est mon honneur d'officier de refuser de me battre contre mes frères sahraouis.

Une délégation du Front Polisario à Paris

Une délégation du Front Polisario composée de Bachir Mustapha Sayed, Secrétaire général adjoint du F.P., de Mohamed Ould Sidati, ministre d'Etat conseiller auprès du président du Conseil des ministres de la R.A.S.D. et de Omar Mansour, membre du Bureau politique du F.P., vient de séjourner en France du 12 au 21 février 1979. Invitée par le Parti communiste français, la délégation a été accueillie à son arrivée par Maxime Gremetz, membre du Bureau politique et responsable de la Section de Politique extérieure, Yann Viens, membre du Comité central, et Elie Mignot, membre de la Section de Politique extérieure. Cette délégation a été reçue au journal l'Humanité, ainsi que par la Fédération communiste de la Somme, la section P.C.F. de Renault Billancourt et les groupes communistes de l'Assemblée nationale et du Sénat.

« Après trois années de lutte armée soutenue, le peuple sahraoui s'est imposé comme réalité admise, y compris par ceux qui n'en veulent pas.

« Dotée d'institutions étatiques, entretenant des relations avec plusieurs pays, jouissant d'un grand respect et d'un grand soutien, la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) est un cadre où se déploie la volonté irrésistible d'un peuple.

« Sur le terrain, l'Armée de Libération populaire (ALPS) a prouvé son efficacité et sa capacité de traduire dans les faits les aspirations nationales de notre peuple et la préservation de ses acquis.

« D'aucuns diront que la défaite des troupes de Ould-Daddah, les déboires qu'a connus l'intervention militaire française et les revers de plus en plus cuisants subis par les forces armées royales marocaines (FAR) sont autant de victoires à mettre à l'actif de notre vaillante armée et autant de preuves matérielles de la détermination de tout un peuple de mener à son terme sa guerre de libération nationale.

« D'aucuns diront aussi que la juste lutte du peuple sahraoui rencontre l'écho international mérité. Il n'est donc que légitime de rappeler cette réalité évidente qu'est la reconnaissance expresse du droit du peuple sahraoui à l'indépendance nationale par toute la communauté internationale et la consécration universelle du Front POLISARIO.

« Pour contrer désespérément cette réalité gigantesque — le peuple sahraoui —, tenter vainement d'échapper à l'isolement international croissant et minimiser les effets combien profonds des premières actions de la nouvelle offensive « Houari Boumediène », les ténors de l'expansionnisme, et son

Les entretiens avec le P.C.F. ont pris fin le 15 février et se sont conclus par un communiqué de presse commun. La délégation sahraouie a ensuite rencontré des responsables du Mouvement des Démocrates ; Jean Charbonnel, président de la Fédération des Républicains de Progrès ; Lionel Jospin et Claude Estier, Secrétaires nationaux du Parti socialiste français ; Jean-Pierre Cot, pour le groupe parlementaire socialiste ; et Jean de Lipkowski, délégué aux Relations internationales du R.P.R. A la fin de son séjour, une rencontre a eu lieu entre cette délégation et l'Association des Amis de la R.A.S.D. Nous publions ci-dessous la déclaration publique faite par le Secrétaire général adjoint du Front Polisario avant son départ de Paris.

corollaire l'intransigeance et ceux qui sont derrière, s'agitent, échafaudent leurs desseins : le dernier en date, bien qu'ils n'aient pas innové, est de déplacer le problème de son véritable cadre pour en fausser les données et, partant, le compliquer et bloquer sciemment la solution.

« Sinon comment interpréter, derechef, la tentative d'accréditer la thèse d'un prétendu conflit bilatéral algéro-marocain ?

« Une fois cette thèse mise en avant on l'assortit d'un tapage et d'une propagande maximum, et, alors, on fait croire aux moins avertis qu'une solution magique pourrait provenir sans compter avec la partie principale qui est le Front POLISARIO.

« Il est ainsi prouvé au monde que nos agresseurs et ceux qui les supportent continuent à se complaire dans leur intransigeance par le recours à la confusion et à l'amalgame.

« Cependant, force est de rappeler ces vérités élémentaires incontestables :

1) Impliquer injustement l'Algérie — sinon pour prétexter à un droit de suite de triste mémoire à l'encontre de celle-ci ultérieurement —, passer outre la volonté déjà exprimée par le peuple sahraoui à travers les institutions qu'il s'est données relève de la mauvaise foi et d'un dessein macabre de prolonger un conflit qui ensanglante la région et hypothèque les intérêts de l'ensemble de ses partenaires.

2) Le non-respect de l'indépendance du peuple sahraoui, la partition et l'occupation de son territoire national, ce sont là les raisons fondamentales du conflit.

3) Le Front POLISARIO, qui est l'émanation et l'incarnation de la volonté du peuple sahraoui, est la par-

tie principale dans le conflit qui a opposé jusqu'à maintenant notre peuple à ses agresseurs maroco-mauritaniens.

4) Toute solution définitive passe nécessairement par la pleine satisfaction des aspirations nationales du peuple sahraoui et la reconnaissance du Front POLISARIO comme interlocuteur au nom de celui-ci.

5) Ce n'est qu'une fois ces conditions remplies que la paix deviendrait réalité, la coopération, une possibilité. C'est alors que nos peuples respectifs pourront s'atteler à la tâche de construire un devenir commun.

« Par ailleurs, le Front POLISARIO tient à préciser les points suivants :

1) Ne pouvant plus faire taire les ressentiments de notre peuple et de ses forces combattantes, il considère désormais tout attermoiement des dirigeants mauritaniens comme délibéré pour maintenir indéfiniment le statu quo et donc inacceptable pour nous.

2) Les premières actions militaires dans le cadre de l'offensive « Houari Boumediène » — Lemsael, Tan-Tan — ne sont qu'un avant-goût de ce dont nous sommes décidés de faire face à l'intransigeance et au fait accompli militaire marocains. Elles sont également un avertissement que nous sommes déterminés à trancher le problème dans le vif, militairement s'il le faut.

3) Toute tentative d'aider à la solution du problème pour qu'elle puisse avoir son impact, ne doit pas se départir des données fondamentales de celui-ci en plaçant les reponsabilités là où elles sont au lieu de les dévier ».

« La lutte continuera pour imposer l'indépendance nationale et la paix. »

Paris, le 22 février 1979

DOSSIER NEGOCIATIONS

Quotidiennement, les journaux parlent des « négociations » qui doivent un jour permettre que la paix revienne au Sahara occidental. Mais les nouvelles publiées sont tellement fragmentaires qu'il est souvent difficile de les interpréter.

Nous n'avons pas voulu, ici, faire le point d'une situation qui évolue chaque jour. Mais nous pensons qu'il est nécessaire de rassembler les éléments de base afin que chacun soit à même de mieux comprendre les nouvelles que lui donnera son « quotidien habituel ».

Dossier établi par Grégoire Carrat et Thomas Jallaud

Un problème de décolonisation

Le mot de décolonisation revient sans cesse dans les articles traitant du Sahara occidental. Il est essentiel d'en mesurer tout le poids.

Les frontières actuelles des États africains sont dues aux décisions des grandes puissances colonisatrices quand, à la fin du XIX^e siècle, elles se partagèrent l'Afrique. Ainsi — après de multiples négociations — Français et Espagnols découpèrent-ils à cette époque l'ouest africain en y créant, entre autres, trois territoires : d'une part le Maroc au nord et la Mauritanie au sud administrés par la France ; d'autre part, entre ces deux pays, le Sahara occidental administré par l'Espagne.

Petit à petit, depuis trente ans, les anciennes colonies ont accédé à l'indépendance. Leurs nouveaux responsables auraient pu décider qu'ils allaient profiter de cette nouvelle situation historique pour procéder à des rectifications de frontières, celles créées par le colo-

nisateur étant le plus souvent arbitraires. Mais ceci aurait conduit à des conflits en chaîne. Aussi décidèrent-ils que tous les pays accédant à l'indépendance garderaient les frontières héritées de la colonisation. L'Organisation pour l'Unité africaine (O.U.A.) en a fait un de ses principes de base. Ainsi, dans toute l'Afrique la décolonisation se réalisa sans que les entités territoriales soient remises en cause. Une seule exception à cette règle commune : le Sahara occidental.

L'Espagne, en quittant le Sahara occidental aurait dû en remettre l'administration à des dirigeants politiques élus par le peuple sahraoui. Mais l'Espagne préféra négocier avec les deux voisins de son ancienne colonie (le Maroc et la Mauritanie) et elle présida au partage de cette dernière, lors du tristement célèbre « accord tripartite de Madrid » (novembre 1975). Le Maroc reçut en partage les 2/3 nord

du pays, la Mauritanie le tiers sud.

La guerre actuelle découle directement de la violation de cette règle de décolonisation « dans le cadre des frontières héritées de la colonisation » et normalement acceptée par tous les États africains. L'ONU et le peuple sahraoui ne réclament pas autre chose que le rétablissement de ce droit : maintien de l'ancienne unité territoriale du Sahara « espagnol », application du droit à l'autodétermination et à l'indépendance dans ce cadre, et reconnaissance de l'organisation dont s'est doté le peuple sahraoui : le Front Polisario.

Ainsi, chaque fois que l'on dit qu'il s'agit d'un problème de décolonisation c'est à cette histoire et à ce principe que l'on se réfère. Ce problème de décolonisation doit être réglé selon le droit international rappelé par l'ONU : tout le territoire du Sahara occidental appartient au peuple sahraoui.

Des négociations difficiles

Depuis le coup d'État du 10 juillet 1978 en Mauritanie et la décision du Front Polisario d'instaurer un cessez-le-feu sur le front sud, renouvelé à l'occasion du 4^e congrès du Front, les négociations sont ouvertes entre le gouvernement mauritanien et le Front Polisario. Parallèlement, des initiatives sont prises pour la recherche d'un règlement.

Les accords de Madrid signés le 14 novembre 1975 entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie partageaient le Sahara occidental entre ces deux der-

niers pays. En poursuivant le combat pour son indépendance, le peuple sahraoui a fait reconnaître ses droits par un nombre de plus en plus grand de pays. En juillet 1978, à l'occasion du 15^e sommet de l'O.U.A., le principe de l'autodétermination du peuple sahraoui y fut affirmé malgré les efforts déployés depuis 3 années par le Maroc pour que l'organisation africaine ne se prononce pas. A la fin du mois de juillet, la conférence ministérielle du Mouvement des non-alignés faisaient siennes ces positions.

Bien que n'ayant aucun fondement en droit, parce que contraire aux principes de l'O.N.U. concernant la décolonisation, les Accords de Madrid ont permis au gouvernement de Rabat de créer une situation de fait à laquelle il s'accroche avec rage. Tout d'abord, ses troupes occupent le nord du pays, et notamment la zone de Bou Craa où se trouvent les mines de phosphates ; il limite ainsi toute possibilité de règlement en refusant de s'en retirer. Ensuite, parce qu'il dispose de 12 000 hommes en Mauritanie, il prétend défi-

nir le cadre même d'un éventuel accord entre le Front Polisario et le gouvernement mauritanien. Enfin, il cherche à nier tout droit national au peuple sahraoui, notamment le droit à l'autodétermination reconnu par l'O.N.U. et qui ne peut que s'exercer dans les frontières héritées de la colonisation. Cette attitude contraire au droit international est le parti pris de la poursuite de la guerre pour tenter d'imposer au peuple sahraoui le renoncement à ses droits légitimes.

L'apparition de possibilités de règlement et la volonté marocaine d'imposer un état de fait ont fait naître deux attitudes divergentes qui inspirent les

différentes démarches entreprises pour parvenir à la paix dans la région.

Certains cherchent à définir une solution destinée à satisfaire « toutes les parties », mettant sur le même pied agresseur et agressé, capitulant devant l'état de fait marocain et cherchant à faire capituler le peuple sahraoui. La manifestation la plus achevée en a été donnée par les propositions françaises, dont le plan français, dit plan Sade, est un produit.

De son côté, le peuple sahraoui ne veut accepter qu'un règlement reposant sur le respect de ses droits tels qu'ils sont définis à la fois par les Chartes de l'O.N.U. et de l'O.U.A. et les résolutions de l'O.N.U. reconnaissant le

droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Le problème est rendu d'autant plus complexe que certains cherchent à dessaisir l'O.N.U. du problème du Sahara sous prétexte de régler le problème « à l'africaine », outrepassant ainsi les tâches fixées à la commission ad hoc, mise sur pied par l'O.U.A. lors du sommet de Khartoum.

Une difficile partie diplomatique est ainsi engagée par le peuple sahraoui et le Front Polisario pour défendre ses droits bafoués par l'état de fait instauré par l'invasion marocaine, partie diplomatique où sont en cause à la fois les principes du règlement et son cadre.

Les fondements de la négociation

LE FRONT POLISARIO

LE FRONT POLISARIO a précisé à plusieurs reprises les fondements de la négociation qu'il a défini dans le manifeste politique du 4^e congrès (voir notre précédent bulletin) : ce sont d'abord et avant tout la reconnaissance de la souveraineté nationale du peuple sahraoui et la reconnaissance de l'intégrité territoriale de la patrie sahraouie. A l'occasion de l'anniversaire de la signature des accords de Madrid, le 14 novembre, le Front lançait un appel à toutes les forces éprises de paix dans le monde : « Le 14 novembre fut signé un accord de brigandage au mépris de toutes les normes régissant les relations internationales, donnant libre cours à

l'agression, à la force militaire d'agression pour imposer le fait accompli, empêchant un peuple colonisé de s'autodéterminer et les organisations internationales d'appliquer le processus de décolonisation d'un territoire non autonome, transgressant gravement son intégrité territoriale et chassant son peuple par la force des blindés...

... Les signataires de l'accord sont toujours là en s'obstinant sur leur rigidité ou en fuyant leur responsabilité sans pouvoir imaginer autre chose que d'aller droit vers le chaos plein de danger pour la paix et la sécurité dans la région.

... Le peuple sahraoui... tient à rappeler... sa volonté inébranlable de continuer sa lutte légitime de libération nationale jusqu'à l'indépendance de son pays...

... Le Front Polisario lance un appel solennel à tous les États du monde et toutes les forces éprises de paix et de justice pour soutenir le peuple sahraoui à faire bouler les forces d'invasion et d'expansion hors des frontières de son pays et pour dénoncer l'accord tripartite, du reste cadavérique. »

LA MAURITANIE

LE COUP D'ÉTAT DU 10 JUILLET EN MAURITANIE a renversé les données sur le front sud, « notre premier souci est de faire sortir la Mauritanie de la guerre et de trouver une solution juste au problème du Sahara » (colonel Saleck, chef d'État, septembre 1978). La paix est une nécessité pour la Mauritanie, exsangue au terme de trois années de guerre, « un endettement terrible, une industrialisation de prestige ratée et l'inexistence d'une économie intégrée » (Saleck, décembre 1978), qui ont déterminé le nouveau gouvernement à définir un plan de redressement soutenu par la B.I.R.D., et à trouver des aides immédiates. « Celle de l'Arabie Saoudite a été la plus substantielle et la plus rapide. Celles du Maroc, du Koweït, de la Lybie et de certains pays frères nous ont permis de respirer et d'accélérer la mise en route du projet Guelbs. »

Mais les fondements de cette paix sont très flous : à sa sortie de l'Élysée, Mustapha Saleck déclarait le 8 novembre : « La meilleure solution est celle dont auront convenu l'ensemble des parties concernées. » Au journal *Demain l'Afrique* (décembre), il déclare : « Avec le Front Polisario nous irons jusqu'à tout ce qui dans le respect de notre souveraineté absolue (en tant que vieille nation et jeune État) réglerait le problème, c'est-à-dire mettrait toutes nos populations à l'abri de toute guerre fratricide et allègerait les souffrances des populations sahraouies. » Il justifie le maintien des troupes mauritaniennes dans le sud du Sahara ; « elles y continuent la mission de fraternisation et de protection qu'elles n'ont jamais cessé de poursuivre depuis leur mise en place ». « Tout ce qui peut résoudre les problèmes de manière définitive, c'est-à-dire globale et restaurer la paix dans la

région est évidemment possible » affirme-t-il à la radio française. Une certaine ouverture aux solutions, tout en se gardant de reconnaître ouvertement et nettement les droits du peuple sahraoui, telle apparaît la position mauritanienne. Mais le récent remaniement ministériel par lequel les ministres favorables à une négociation rapide avec le Front Polisario ont été éliminés, ainsi que la grave tension intérieure entre les communautés maure et noire, ne permettent pas de présager de l'issue des négociations en cours entre le Front Polisario et le gouvernement mauritanien. Dans tous les cas, les gouvernements marocain, français et sénégalais ont tout mis en œuvre pour tenter de faire échouer les négociations dont l'aboutissement logique doit être la reconnaissance par la Mauritanie des droits du peuple sahraoui et le retrait des troupes mauritaniennes du Rio de Oro.

LE MAROC

LE GOUVERNEMENT MAROCAIN n'a pas la même vision : A l'O.N.U. il affirmait en octobre que « l'intégrité territoriale est un processus irréversible qui ne saurait faire l'objet d'aucune négociation ou dialogue et assurait que le Maroc restait ouvert à une coopération fructueuse et constructive dans le cadre du Maghreb arabe », c'est-à-dire est prêt à envisager toute solution qui conduirait à la

reconnaissance de son occupation de la Saguiet El Hamra.

Pour faire face à une situation militaire de plus en plus difficile, la monarchie marocaine vient de constituer un Conseil National de Sécurité qui va regrouper deux représentants de chaque force politique représentée au Parlement marocain. L'U.S.F.P., le P.P.S., l'Istiqbal, etc., ont réaffirmé leur intransigeance sur la question du « Sahara

marocain » et sont maintenant passés à un échelon supérieur dans leurs attaques contre l'Algérie en menaçant d'exercer le droit de suite contre Tindouf en cas de nouvelles « infiltrations » des « mercenaires algériens » au Sahara.

Ainsi, à vouloir à tout prix nier la réalité sahraouie, « l'opposition » marocaine se trouve de plus en plus engagée aux côtés du Roi dans une véritable agression contre les peuples de toute la région.

L'ALGÉRIE

L'ALGÉRIE a réaffirmé à l'O.N.U. par la voix de Abdelaziz Bouteflika, que la « question du Sahara occidental participe de la décolonisation », que « le conflit qui s'y déroule est une guerre de libération menée exclusivement par le peuple sahraoui ». Il assurait « la volonté de l'Algérie d'apporter, sitôt les conditions objectives réunies, sa modeste contribution pour le règlement de cette affaire douloureuse qui, de jour en jour, devient plus tragique et bientôt incontrôlable ». « Pour peu que les aspirations nationales du peuple sahraoui soient satisfaites nous pensons qu'il y va à la fois de l'intérêt et de l'équilibre de la région et de l'intérêt supérieur de l'Algérie d'avoir des voisins politiquement stables et économiquement prospères » déclarait le 10 octobre le ministre algérien en réponse au commentaire marocain sur le message de Boumedienne à

Hassan.

La principale démarche entreprise par l'Algérie a été de se tourner vers la France. Dans son dernier message adressé au Président français, le 15 novembre, le Président Boumedienne dit : « En ces temps de défiance et de tension, la France peut beaucoup dans toute la mesure où elle le décide. Les liens puissants qu'elle a su tisser à travers l'Histoire avec tous les pays maghrébins pourraient lui assigner un rôle de choix et qui, sitôt satisfaits les droits nationaux du peuple sahraoui et réparées les injustices commises à son endroit, peut donner à la coopération de votre grand pays avec le nouvel ensemble maghrébin une impulsion sans précédent. »

Après le décès du Président Boumedienne, le Congrès du F.L.N. a réaffirmé la solidarité de l'Algérie avec le Front Polisario.

« Rappelant que la question du Sahara occidental est un problème de décolonisation et de libération nationale d'un peuple dont le territoire a été envahi, occupé, partagé et dont les droits universellement admis ont été bafoués.

« Le Congrès proclame son indéfectible solidarité avec le peuple du Sahara occidental, son avant-garde, le Front Polisario, et ses combattants, ainsi que l'appui sans réserve du peuple algérien à sa juste cause jusqu'à l'exercice de son droit à l'autodétermination, la réalisation de ses droits légitimes à la souveraineté nationale et à l'indépendance de son territoire. »

Encore tout récemment, le Président Chadli a renouvelé le soutien du gouvernement algérien au peuple sahraoui et mis en garde le Maroc contre toute tentative de provoquer une guerre dans la région.

Positions de l'Espagne, de la France et des États-Unis

L'ESPAGNE

En signant, le 14 novembre 1975, l'Accord de Madrid le gouvernement espagnol a agit en contradiction flagrante avec ses nombreuses déclarations officielles par lesquelles il promettait au peuple sahraoui l'exercice du droit à l'autodétermination.

Devant les succès de la résistance sahraouie, puis le cessez-le-feu proclamé par le Front Polisario après le coup d'État mauritanien, le gouvernement

espagnol a commencé à vouloir normaliser ses relations avec les Sahraouis. C'est la raison de la présence d'un représentant du parti gouvernemental espagnol, l'Union du Centre Démocratique, au 4^e congrès du F.P., puis de la reconnaissance de ce dernier par ce même parti. C'est pour tenter de contrecarrer cette évolution positive que le roi du Maroc a fait assassiner par ces mercenaires des pêcheurs espagnols travaillant dans la région, en tentant de

faire imputer cet attentat au Front Polisario. Mais l'ensemble de la presse espagnole a réagit vigoureusement à cette manoeuvre.

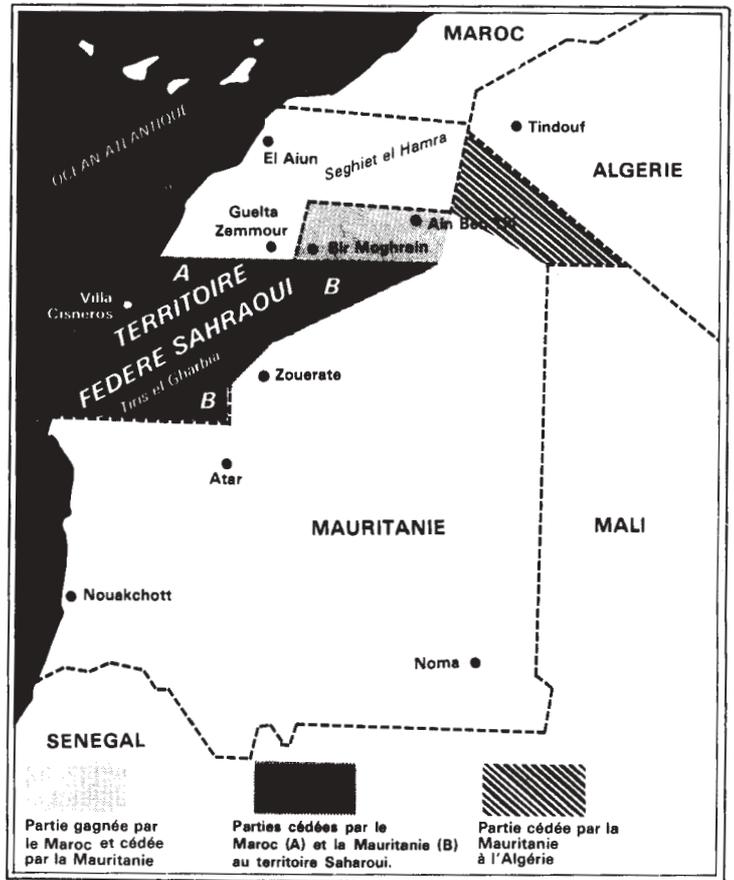
Aujourd'hui, une très grande majorité de l'opinion publique espagnole exige du gouvernement l'annulation de « l'accord de Madrid » et l'autorisation pour le Front Polisario d'ouvrir une représentation officielle à Madrid.

LA FRANCE

Le gouvernement français, malgré ses déclarations officielles, soutient depuis le début le partage du Sahara occidental entre le Maroc et la Mauritanie. Il a joué un rôle important pour convaincre Moktar Ould Daddah de faire alliance avec Hassan II et il a fait intervenir en Espagne le lobby pro-marocain pour que le gouvernement espagnol signe l'accord de Madrid.

Après avoir fourni au Maroc et à la Mauritanie les moyens militaires de l'occupation du Sahara, le gouvernement français, devant les succès remportés par le Front Polisario, est obligé de passer à un stade supérieur d'agression en faisant intervenir ses Jaguars contre les colonnes sahraouies, provoquant de nombreuses victimes parmi la population civile. Depuis le coup d'État en Mauritanie, le gouvernement français affirme vouloir favoriser le rétablissement de la paix dans la région. Néanmoins, malgré les récentes déclarations du Président de la République, il ne reconnaît toujours pas clairement les droits du peuple sahraoui à l'autodétermination dans le cadre des frontières héritées de la colonisation. En réalité, en maintenant sur place le dispositif militaire dirigé contre le peuple sahraoui, le gouvernement français espère réussir à imposer au Front Polisario une solution qui ménage les intérêts du Maroc et la zone que ce dernier occupe.

C'est le sens du plan français SADE (Sahara Demain) qui propose la création d'un mini État sahraoui grâce à un redécoupage des frontières dans la région (voir carte). Initiative absolument contraire aux principes de l'O.N.U. et de l'O.U.A.



Le plan Sade : une des propositions de compromis et de redécoupage colonial proposée par le gouvernement français (par l'intermédiaire de gouvernements africains) aux États de la région. A l'exception de la R.A.S.D. !

Que demande le gouvernement sahraoui au gouvernement français ?

« Dans ses déclarations, le gouvernement français a toujours prôné la neutralité dans le conflit du Sahara occidental. Mais la réalité est tout autre. On a toujours présenté à l'esprit l'entreprise d'extermination menée par les "Jaguar" contre notre peuple. L'intervention de la France a fait porter la crise à un niveau extrêmement grave et les armes françaises sont toujours fournies aux armées d'occupation. On ne peut considérer d'un côté le problème du

- **Mohamed Lamine, Premier ministre sahraoui, nous répond.**

Sahara occidental par le biais de la décolonisation et participer d'un autre à l'entreprise d'occupation du territoire sahraoui.

C'est une contradiction qu'on aimerait voir dépassée. Le "petit peuple" sahraoui a prouvé sa grandeur et nous sommes même condamnés à coopérer avec la France. Nous favoriserons cette entente mais sur la base du respect du peuple sahraoui. La neutralité de Paris, nous la souhaitons réelle et positive car elle contribuera grandement à sortir la région de la crise. »

LES ETATS-UNIS

Le gouvernement américain n'a jamais pris de position officielle sur la question du Sahara. Néanmoins, il a soutenu dès le début la monarchie chérifienne en lui donnant les moyens de l'occupation militaire du Sahara occidental. Les revers subis par l'armée marocaine ont amené le roi à demander aux Etats Unis un renforcement de l'aide militaire en général et plus particulièrement la livraison de certains matériels très sophistiqués permettant de faire moins inefficacement face aux combattants sahraouis. Si sur le premier point le Maroc a toujours obtenu satisfaction, en revanche sur le second point le Congrès américain a opposé son veto tirant argument du fait que

ce matériel sophistiqué ne pourrait être utilisé que contre le Polisario et ceci en contradiction avec un accord secret américano-marocain signé en 1960 et interdisant à Rabat d'utiliser les armes fournies par Washington au-delà des frontières marocaines. Déjà, le fait que des avions F5 soient utilisés contre les Sahraouis a soulevé bien des protestations de la part d'un certain nombre d'organisations civiques pour les droits de l'homme et de l'Association américaine de soutien au peuple sahraoui.

Mais, depuis le dernier voyage de Hassan aux Etats Unis où la question du Sahara fut largement évoquée avec le président Carter, le Département d'Etat a finalement décidé d'autoriser

la livraison du matériel interdit à l'exportation. Ainsi, 6 Boing Vertol CH-47 Chinook commandés en 1977 et un matériel Radar viennent d'être livrés au Maroc. Par ailleurs, un autre contrat, concernant 24 OV-10 Rockwell, également bloqué par le Congrès, a fait l'objet d'une protestation marocaine auprès de l'Administration Carter.

Ainsi, ces ventes sont en contradiction flagrante avec la Convention Internationale pour les droits économiques, sociaux et culturels, signée par le président Carter, le 5 octobre 1977, et qui implique pour les pays signataires de respecter et favoriser le droit à l'autodétermination des peuples.

Le cadre du règlement

Le problème du cadre du règlement est d'une très grande importance, car sa définition est déterminée par l'appréciation du conflit. S'il s'agit d'un problème de décolonisation, il relève de l'O.N.U. et de l'O.U.A. ensemble. S'il s'agit d'un problème opposant des pays africains, l'O.U.A. est le cadre le plus approprié pour le régler.



L'O.N.U. est saisie du problème du Sahara depuis 1963 dans le cadre du comité de décolonisation et a toujours reconnu dans ses résolutions le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, comme un élément essentiel de la décolonisation. Depuis le rapport de la première mission de l'O.N.U. en mai 1975, toutes les missions ont pu constater que le peuple sahraoui est opposé aux revendications du Maroc et de la Mauritanie. (Voir à ce propos le dossier du Sahara occidental de l'Association.)

L'O.U.A. n'a été saisie du dossier qu'à partir du sommet de l'île Maurice

en 1976. La réunion d'un sommet extraordinaire de l'O.U.A. consacré à cette question a toujours été retardée en raison du sabotage organisé par le Maroc, opposé aux fondements de cette décision inspirée des résolutions de l'O.N.U. La création d'un comité ad hoc au sommet de Khartoum en 1978, vise à préparer la tenue du sommet. Il est « chargé d'examiner toutes les données de la question du Sahara occidental, y compris l'exercice du droit du peuple de ce territoire à l'autodétermination, et de faire rapport au sommet extraordinaire ». (Voir Sahara Info n° 27/28, le texte intégral de la résolution.)



LE FRONT POLISARIO est vigoureusement intervenu le 12 novembre 1978 contre toute tentative visant à modifier les attributions du Comité ad hoc d'essayer de nier le fait que le problème du Sahara est un problème de décolonisation, et en dessaisir ainsi l'O.N.U.

« On assiste à une tentative qui

visait à dénaturer le rôle du comité ad hoc en lui attribuant une autre tâche voire un nouveau nom. Mais ce qui est encore plus grave c'est le fait que le président en exercice de l'O.U.A. ne nous a toujours pas contactés officiellement en tant que partie concernée voir en tant que partie principale comme le précise d'ailleurs la décision du sommet de l'île Maurice et celles qui l'ont suivi à Libreville et à Khartoum, afin de connaître notre point de vue, nécessaire pour la formation du comité et l'établissement de son calendrier de travail.

... Le Front Polisario a toujours lutté... contre les tentatives marocaines qui visent à soustraire la question de la décolonisation de notre pays des travaux des instances internationales et particulièrement l'O.N.U. L'O.N.U. est chargée de la décolonisation au même titre que les questions de décolonisation de Namibie et du Zimbabwe. »

... « Dans le domaine de la décolonisation, les rôles de l'O.U.A. et de l'O.N.U. sont complémentaires et non contradictoires comme on nous le laisse entendre. »

TÉMOIGNAGE : IMPRESSIONS DE MAURITANIE

Nous publions ci-dessous, à titre de document, un témoignage que nous a fait parvenir un fonctionnaire français connaissant bien la Mauritanie. Nous avons estimé intéressant de le publier. Pour des raisons professionnelles, cette personne a préféré ne pas signer son texte.

Pour qui a connu l'atmosphère de Nouakchott et des villes mauritaniennes depuis 1975, le changement d'air est frappant en ce mois d'octobre 1978. Il y a détente, décrispation et ouverture. Ceci se manifeste par une liberté d'expression qui ne s'était pas vue depuis longtemps, en particulier sur l'existence et les droits du peuple sahraoui.

Visiblement, en déclarant qu'il recherchait la paix et en rendant possible un cessez-le-feu, le nouveau régime a fait sauter la chapelle de silence qui pesait sur la misère du peuple et sur les intérêts de plus en plus contrariés des diverses couches sociales qui constituent inévitablement la base sociale du pouvoir. C'est la source de son incontestable popularité actuelle.

Mais si la paix est devenue un espoir envisageable, sa réalisation paraît à tous extrêmement difficile, tant les contradictions internes et les contraintes externes restent prégnantes. C'est pourquoi le soulagement par rapport au passé immédiat s'accompagne chez beaucoup d'inquiétude et d'angoisse pour l'avenir, même immédiat.

A l'intérieur, si tous les groupes de pression représentés dans le nouveau gouvernement sont d'accord pour vouloir la paix, ils ne la veulent pas pour les mêmes raisons et dans le même but et ne sont sans doute pas d'accord sur les voies et

moyens à prendre et le prix à payer. En même temps, la liberté d'expression retrouvée a remis à jour le problème des nationalités, étouffé mais jamais réglé par l'ancien régime, et que toute solution envisageable du conflit rend indirectement plus aigu. Il y a donc encore beaucoup de choix cruciaux à faire.

Par rapport à l'extérieur, la dépendance économique du pays, tellement renforcée par la guerre, à l'égard de la France, du Maroc, des pays pétroliers arabes, etc., a évidemment des conséquences politiques. La présence militaire marocaine s'est faite très discrète, mais on sait bien ici qu'elle est là, et qu'il n'y a aucune solution positive pour la Mauritanie à attendre du pouvoir chérifien.

La présence française, elle, continue à se faire sentir par le bruit et les cocardes de ses avions. On a le sentiment que sur le plan international c'est encore elle avant tout, hélas, qui peut débloquer la situation. Le veut-elle vraiment ? Car c'est la politique du gouvernement français et de son Président qui en définitive ont poussé l'ancien régime dans l'impasse économique, militaire et politique dans lequel il s'était fourvoyé. Cette politique unilatérale, outre son mépris du droit à l'autodétermination, se caractérisait par un manque total d'esprit de finesse dans la compréhension de la situation, même par rapport à ses intérêts et à son idéologie. Elle a contribué à plonger le Maghreb et surtout la Mauritanie, dans une situation inextricable. Saura-t-elle en s'amendant l'aider à en sortir ?

LA VICTOIRE DE TAN-TAN

« *Allo, je brûle tous les documents secrets. Je brûle tout.* » C'était, pendant l'attaque de la ville de Tan-Tan, le message de détresse du commandant capté par les combattants sahraouis. Située à l'intérieur du Maroc, à 282 km de la frontière nord de la R.A.S.D., cette capitale provinciale a été transformée depuis deux ans en une véritable plate-forme militaire jouant un rôle primordial dans l'agression contre le peuple sahraoui. C'est par cette ville garnison que passent toutes les troupes marocaines avant de se rendre au Sahara occidental. De nombreux aménagements militaires ont été réalisés pour permettre à l'état-major marocain de se servir de cette ville comme base avancée de commandement des opérations militaires au Sahara occidental.

Attaquée le 28 janvier, les combattants sahraouis ont pris le contrôle de Tan-Tan pendant plusieurs heures au cours desquelles ils ont détruits les principales installations militaires de la ville ; les bâtiments de l'état-major et du mess des officiers, les bâtiments du gouvernement et des autorités provinciales, le commissariat de police, les deux casernes, la centrale électrique, la banque et l'hôtel des postes, les installations de la radio diffusion marocaine, les soutes à carburant, les hangars militaires et la station locale du service des eaux. Attaque meurtrière également puisqu'on dénombre des dizaines de morts et de blessés parmi les forces marocaines dont, par ailleurs, 18 soldats ont été faits prisonniers par les Sahraouis.

Cette opération a également permis au Front Polisario de libérer 118 Sahraouis qui étaient détenus dans un véritable petit camp de concentration. Selon l'aveu d'un policier de Tan-Tan fait prisonnier par le F.P. au cours de l'opération : « *pour nous, cette province c'était comme une colonie. La population y est en résidence surveillée. J'entendais souvent les cris des torturés au commissariat.* »

Quarante-huit heures après avoir opéré contre Tan-Tan, le F.P. attaque Lemsied, un peu plus au sud, dans la province de Tarfaya, provoquant l'intervention de l'aviation marocaine qui doit se retirer après avoir perdu un avion F5. Là également le bilan s'avère lourd pour le roi du Maroc.

Par ces actions, s'inscrivant dans le cadre de l'offensive « Houari Boumediène » déclenchée au début de l'année, le Front Polisario fait la

démonstration de sa capacité à se déplacer dans la Saguiet El Hamra et dans le Sud Maroc malgré la présence de plusieurs dizaines de milliers de soldats marocains. Rappelons que la province de Tarfaya, qui est peuplée de près de 100.000 Sahraouis, fut rétrocédée par l'Espagne au Maroc en 1958. Cette population subit aujourd'hui de la part des autorités marocaines une répression sans précédent en raison de sa sympathie pour le Front Polisario. L'offensive du F.P. désigne également le principal ennemi du peuple sahraoui : la monarchie marocaine qui maintient coûte que coûte son occupation militaire au Sahara occidental et qui fait tout pour entraver une recherche de la paix dans le cadre du respect des droits du peuple sahraoui.



Entre deux opérations, des combattants sahraouis apprennent à lire et à écrire.

Cette fois-ci Rabat n'a pas pu cacher à l'opinion publique marocaine les succès remportés par le Front Polisario. Obligé de venir s'expliquer devant les commissions des Affaires étrangères, des Frontières et de la Défense nationale et de l'Intérieur, réunies conjointement à la demande des députés du parlement, Hassan II s'est vengé de ces échecs militaires répétés. Il a fait exécuter, le 9 février, 6 officiers marocains qui se trouvaient à Tan-Tan au moment de l'attaque et en a fait emprisonner de nombreux autres. Dans un même temps, une répression s'est abattue sur la population civile de la région : des centaines de personnes ont été arrêtées et interrogées tandis que leurs domiciles étaient perquisitionnés et fouillés de fond en comble ; Rabat a exigé de tous les « chioukhs » d'engager 900 hommes pour servir dans l'armée tandis que les commerçants de la ville se sont vus contraints de payer d'énormes amendes.

Pour soutenir l'action du roi, les partis d'opposition ont appelé à « l'unité nationale » contre les

« agresseurs criminels ». Mais cette « union nationale » destinée à donner au roi les moyens de poursuivre l'agression contre le peuple sahraoui va coûter cher au Maroc. Et par là même au peuple marocain avant tout.

Par ailleurs, la lassitude gagne les rangs de l'armée marocaine, en majeure partie composée de fils du peuple, qui ne supporte plus cette guerre dont le caractère fratricide devient de plus en plus évident. En témoigne ce récit recueilli, en zone libérée, auprès d'un soldat marocain fait prisonnier à Tan-Tan par les sahraouis. « *Nous étions en train de manger dans nos tranchées, certains commençaient même la sieste. Brusquement, j'ai vu arriver une dizaine de Land Rovers que j'ai prises pour les nôtres. Elles sont passées à*

toute vitesse, se dirigeant vers le centre ville. Quelques minutes après, il y avait des coups de feu et des explosions. Puis des militaires nous ont entourés et nous ont dit de lever les mains. J'avais compris, je n'ai pas résisté. Nous admirons en secret les Sahraouis : on ne les voit jamais mais ils sont toujours vainqueurs. Je me suis dit : plutôt les suivre que de continuer ce calvaire d'attente anxieuse, de diarrhée et de sanctions quotidiennes. Sur la grande place, d'autres prisonniers étaient rassemblés. J'ai su alors que trois autres colonnes de Land-Rovers étaient rentrées au même moment aux autres points cardinaux de la ville. Nous nous demandions pourquoi les nôtres avaient si peu réagi. Il y a ici trois bataillons et plus de 30.000 habitants. Je crois que tout le monde a connu la même surprise et le même fatalisme. On a été emmenés dans nos GMC, les mains liées. Mais ils nous ont déliés au bout de quelques kilomètres. Depuis on campe avec eux, on a la même nourriture, on discute un peu, et surtout on dort enfin. »

Le phosphate sahraoui : un enjeu !

On n'apprend rien au lecteur de Sahara Info en lui disant que le phosphate est la principale richesse du Sahara occidental. Non pas que cela soit là la seule ressource de son sous-sol ; on sait qu'il existe de l'uranium, du fer et du cuivre, mais c'est le phosphate que les ex-colonisateurs espagnols décidèrent de mettre en exploitation en plus de l'activité de la pêche qui les avaient conduits jusqu'à ces rives africaines.

On sait aussi que le régime marocain en occupant en 1975 la zone renfermant l'un des premiers gisements du monde, Bou Craa, voulait faire d'une pierre deux coups : l'annexion du Sahara devait servir d'exutoire et de dérivatif aux problèmes politiques et sociaux considérables auxquels il était confronté, et dans le même temps elle devait « enrichir le pays » — entendre par là la classe des privilégiés qui accaparent les richesses du pays — grâce à une mâne phosphatière nouvelle.

En effet, la perspective était alléchante : un minerai d'une teneur exceptionnelle (70% contre 35% pour le minerai marocain, s'y trouve. Le Maroc est déjà avec quelque 16 millions de tonnes d'exportations annuelles le premier exportateur mondial. Avec le minerai sahraoui il espérait faire la pluie et le beau temps sur le marché mondial. Il avait décidé d'augmenter en 1974 le prix du phosphate de 14 à 68 dollars la tonne dans la foulée des pays exportateurs de pétrole.

Il pouvait paraître normal que le prix du phosphate suive celui du pétrole : le phosphate sert à fabriquer une catégorie d'engrais, le pétrole une autre (et la potasse encore un troisième). Ces trois types d'engrais sont complémentaires plus que concurrents et, en tout cas, indispensables à l'agriculture des pays développés. Si la hausse arrange un moment les entreprises américaines, elles aussi exportatrices (plus de 10 millions de tonnes par an), la perte de contrôle du prix de cette matière première représentait pour la première puissance impérialiste mondiale un danger trop important pour l'avenir. Les firmes se sont donc employées à casser le prix et celui-ci a été ramené entre 30 et 36 dollars la tonne. Jusqu'à présent ce prix n'est pas remonté.

Comme Perette avec son pot au lait, le régime marocain rêvait de grands projets de transformation locale du phosphate (c'est la première grande

priorité financée notamment par des capitaux français et allemands). Pour financer ces projets, en plus des dépenses de guerre, le régime espérait se procurer des ressources supplémentaires avec le phosphate. Or les recettes en devises provenant des ventes extérieures baissent malgré la hausse des volumes vendus. Le régime marocain, étranglé par la situation financière interne est pressé de vendre, et ses acheteurs le savent. Ils savent aussi que le régime chérifien n'a pas les moyens d'entamer une épreuve de force avec les entreprises américaines concurrentes pour défendre le prix qu'il souhaitait en 1974, sous peine de perdre l'aide politico-militaire dont il a besoin du côté de l'impérialisme américain.

Pour rester dans le domaine des fables, le régime marocain avait vendu, en ce qui concerne le phosphate sahraoui, la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Il n'a pas pu, depuis qu'il occupe le Sahara, exploiter

contrôle national des matières premières, a réussi sans difficulté à empêcher le pillage du minerai ; le sabotage du convoyeur de minerai a paralysé la mine. Déjà, dès le début de l'annexion, de nombreux ouvriers sahraouis qui subissaient du temps des Espagnols une exploitation sans merci, avaient rejoint le maquis à l'arrivée des Marocains.

Les nombreux contrats conclus récemment par le Maroc obligent le régime chérifien à accroître son offre disponible. C'est sans doute l'une des raisons qui le pousse à vouloir remettre à tout prix la mine de Bou Craa en marche et d'évacuer par camion (sous la protection de l'armée) le minerai. L'ALPS a mis en échec ce plan en attaquant avec succès à plusieurs reprises la mine et les convois ces dernières semaines. Ce faisant, les combattants sahraouis portent à l'adversaire des coups décisifs. Ils le privent des moyens de se renforcer sur le plan économique et



L'organisation du pillage du phosphate sahraoui à Bou Craa du temps de la colonisation espagnole.

la mine de Bou Craa dont la production a chuté dès 1976 à moins de 200.000 tonnes contre 2,7 millions de tonnes pour l'année précédente ; on disait alors que la capacité de production pouvait être rapidement portée à 10 millions de tonnes. Le Front Polisario, qui inclut dans son programme le

militaire. Ils expriment également la volonté d'un peuple de refuser le vol d'une de leurs richesses qu'il exploitera comme il l'entendra, quand l'heure de la libération de tout le territoire sera venue.

Lise Vianey

Notes de lecture

Chant d'histoire et de vie pour des roses de sable

PAR NABIL FARÈS

Voici deux textes sur le thème du Sahara et des sables du désert dédiés au peuple sahraoui.

Ce que la Rose est à l'Etoile, le peuple l'est au sable, et le désert au Monde, car, depuis plus d'un siècle les déserts meurent avec leurs peuples et leurs sables ; depuis plus d'un siècle, tués par les multiples systèmes de la mise à mort et de la mise en refuge.

La guerre actuelle au Sahara occidental est la terrible vérité de cette loi,

et les deux textes de Nabil Farès se font l'écho de ce meurtre. Deux textes, dont l'un, le texte écrit en français, devait à l'origine être la traduction du texte espagnol qui fut rédigé en 1975 alors que l'Espagne signait les Accords de Madrid. Mais le passage d'une langue à l'autre par quelqu'un qui, sans doute, les manie avec un tremblement furieux et incandescent, fit que la traduction d'un mot à mot se trouva dissoute par une nou-

velle marche de sables en sept chants ; et, ce qui était écouté comme une histoire : « escuchando tu historia », devint des Chants d'Histoire et de vie pour des Roses de Sables.

« Chants d'histoire et de vie pour des Roses de Sables », par Nabil Farès, éditions l'Harmattan, 172 pages, 35 Frs + 5 F de port.

Un livre en arabe sur la lutte du peuple sahraoui !

Les rapports faits au cours du Colloque de Massy, organisé par la Ligue française pour les droits et la libération des peuples, publié aux éditions l'Harmattan il y a un peu moins d'un an viennent d'être publiés en arabe par cette maison d'édition. La publication de cet ouvrage de référence est la bien-

venue car elle permettra à un important public de s'intéresser au problème du Sahara occidental.

« Sahara occidental, un peuple et ses droits, Colloque de Massy 1^{er} et 2 avril 1978 », version arabe, Editions l'Harmattan, 120 pages, Prix : 25 F + 5 F de port.

Soutenez notre effort

ADHÉSION A L'ASSOCIATION
PLUS ABONNEMENT = 70 F

Je soussigné :

Nom et prénom Profession.....

Adresse.....
adhère à l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Je verse — la cotisation annuelle de 70 F (abonnement à Sahara Info compris). Etudiants, chômeurs : 40 F
— la cotisation de soutien francs.

en C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

B.P. 236 — 75264 Paris Cedex 06 — C.C.P. 19 303 94 K Paris

ABONNEMENT SIMPLE = 40 F

Je désire recevoir « SAHARA INFO »

Nom et prénom..... Profession.....

Adresse.....

Je verse 40 F par chèque postal ou bancaire joint; libellé au nom de l'Association « LES AMIS DE LA R.A.S.D. » — B.P. 236 — 75264 PARIS CEDEX 06.

POUR PARAÎTRE CHAQUE MOIS
IL NOUS FAUT 1 000 ABONNEMENTS

• Alpha Info, revue trimestrielle de l'Association pour l'alphabétisation, l'enseignement du français et la formation des travailleurs immigrés, publiée dans son dernier numéro un dossier central sur « l'alphabétisation au pays des Sahraouis ». Y figurent un long interview de deux membres de l'Association ayant visités les camps de réfugiés et la reproduction d'un article de Sahara Libre sur les moyens utilisés par le Front Polisario pour combattre l'analphabétisme. (Alpha Info, 66, bd Sébastopol, 75003 Paris, n° 8, décembre 1978, 7 F.)

• Libération Afrique, nouveau journal trimestriel qui vient de paraître, publie dans son premier numéro un article, « Sahara occidental, d'un congrès à l'autre », qui permet d'apprécier le processus de maturation et de consolidation de la lutte du Front Polisario depuis son premier congrès en mai 1973. (Libération Afrique, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, N°1 janvier-février-mars 1979, 7 F.)

NOUVEAU

Un calendrier « Front Polisario », en couleurs, (tirage sérigraphie) est mis en vente par l'Association. Prix : 15 Frs.

Un autocollant, trois couleurs, avec le drapeau de la R.A.S.D. et un slogan, « soutien à la lutte du peuple sahraoui et du Front Polisario », est mis en vente. Prix : 2 F.

Un 2^e autocollant, avec le slogan du 4^e Congrès du Front Polisario est également mis en vente. En français, arabe ou espagnol. Prix : 2 F.

Nouvelles de l'Association

Paris

L'Association a organisé, le 28 février 1979, une soirée d'information à l'occasion du troisième anniversaire de la proclamation de la R.A.S.D. Présidée par Maître Matarasso, cette réunion a rassemblé une centaine de participants devant lesquels un responsable de l'Association a rappelé les conditions dans lesquelles la R.A.S.D. avait été proclamée et a retracé les principaux événements survenus depuis cette date dans la région.

Après lecture des messages de soutien envoyés à cette occasion par la Fédération des Républicains de Progrès (mouvement national des gaullistes d'opposition), le Parti Communiste, le Parti Socialiste, le Parti Socialiste unifié, le Mouvement de la Jeunesse Socialiste, l'Union démocratique bretonne, le Cédétim, Révolution d'Afrique, l'Union des Travailleurs Immigrés tunisiens, la C.F.D.T., Antoinette, la C.G.T., le Secours Populaire Français, l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique, le Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay et le Comité de soutien à la révolution en Oman, cette soirée s'est clôturée par un débat qui a fait ressortir la nécessité pour notre Association de poursuivre inlassablement son travail d'information.

Lille

La section a organisé le 16 février une réunion débat au cours duquel un diaporama sur la lutte du peuple sahraoui a été projeté.

Nouveau Comité à Roanne

Pour toute information écrire à l'Association.

Marseille

Réunion publique le 21 mars avec animation d'un membre de la Section de retour du Sahara.

AUTRES ORGANISATIONS

Brest

Le Secours Populaire français a organisé le 6 mars une réunion débat avec diaporama. Participation d'un représentant de l'Association.

Dijon

Le Comité local de lutte contre la répression au Maroc a organisé le 3 mars la projection du film « un peuple en lutte, les Sahraouis », suivis d'un débat.

Rennes

Le Cridev organise le 9 avril, à 20 h 30, une projection du film de J. Saab, « Le Sahara n'est pas à vendre » suivi d'un débat animé par un représentant de l'Association. Au Cinéma Arvor, 133, rue St-Hélien, Rennes.

- L'Association a fait parvenir au ministre français des Affaires Étrangères une lettre dans laquelle elle demande la reconnaissance par le gouvernement des droits nationaux du peuple sahraoui et l'ouverture d'un bureau officiel du Front Polisario à Paris.
- L'Association a envoyé aux Secrétaires généraux de l'O.N.U. et de l'O.U.A. des lettres afin de les alerter de la très grave situation qu'entretient le gouvernement marocain dans la région en nord-ouest de l'Afrique en poursuivant l'occupation du Sahara occidental. Un communiqué de presse a été envoyé à la presse afin d'attirer l'attention de l'opinion publique sur la responsabilité du gouvernement français dans tout acte d'agression dirigé contre l'Algérie et les réfugiés sahraouis.
- L'Association tiendra sa prochaine Coordination Nationale des Comités le 12 mai. Toute personne souhaitant y participer est la bienvenue. Écrire à l'Association.

Montpellier

Le Parti Socialiste Unifié a organisé le 28 février une réunion publique avec débat. Projection d'un Diaporama devant de nombreux participants.

MATÉRIEL AUDIO-VISUEL SUR LA LUTTE DU PEUPLE SAHRAOUI

DIAPORAMA :

25 minutes, 180 diapos, commentaire joint.

Location : 35 Frs + Port

S'adresser à l'Association des Amis de la R.A.S.D.

FILMS :

« Nous aurons toute la mort pour dormir » de Med Hondo
50 minutes, couleur, 16 mm.

Location : 588 Frs + Port

S'adresser à : PARIDIS, 136, rue Championnet, 75018 PARIS
— tél. 255.15.57 et 258.23.26.

« Le Sahara n'est pas à vendre » de Jocelyne Saab.
90 minutes, couleur, 16 mm.

Location : 588 Frs + port.

S'adresser à : Pari-film, 18, rue de Vigon, 75008 PARIS —
tél. 073.01.32.

« Un peuple en lutte ; les Sahraouis » — Reportage.

50 minutes, couleur 16 mm.

Location : 250 Frs + Port.

S'adresser : Association des Amis de la R.A.S.D.

Rectificatif

Un oubli dans la liste des organisations ayant envoyé un message au Front Polisario lors de son IV^e Congrès (publié dans Sahara Info n° 29-30). En effet, le Parti Socialiste Unifié (France), qui soutient concrètement le peuple sahraoui, avait adressé un message au Front Polisario à cette occasion. Avec toutes nos excuses auprès de nos camarades.

LE CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX SOUTIENT LA LUTTE DU PEUPLE SAHRAOUI

— Le Conseil Mondial de la Paix (CMP) réuni en session extraordinaire du 2 au 5 février 1979 à Berlin, en République Démocratique d'Allemagne, a adopté une résolution appuyant la lutte du peuple sahraoui contre les forces d'occupation étrangères

La résolution déclare notamment que « la session extraordinaire du Conseil Mondial de la Paix, soutient la lutte du peuple du Sahara Occidental pour son indépendance, sous la direction du Front POLISARIO, seul représentant légitime du peuple sahraoui.

« La session extraordinaire, ajoute le texte de la résolution, se félicite de la décision de paix qu'a prise le Front POLISARIO en décidant un cessez-le-feu en territoire mauritanien, afin de permettre une solution pacifique juste et durable dans la région, solution qui se fondera sur le respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale du Sahara occidental. »

POÈME D'UN VIEUX COMBATTANT SAHRAOUI

COURRIER

Je dédie ce poème
à la lutte exemplaire
du peuple sahraoui
à son courage
et à sa détermination à lutter
ainsi qu'à tous les peuples militants
et pour que vive la révolution.
Gloire aux martyrs.

Peuple
poursuis ton action.
La lutte doit être ton unique
préoccupation

Rejette la paresse
bannis l'oisiveté
porte les armes
édifie un avenir éblouissant.

Peuple
n'accepte aucune oppression
aucune domination
d'où qu'elle vienne
quelle que soit sa nature
Dresse-toi face aux ennemis
sois le rempart
contre lequel ils se briseront.

Peuple
tu es l'unique défenseur de toi-même
Rejette les convoitises réactionnaires
et colonialistes
active la lutte
utilise toutes tes armes au combat
la politique
la force armée
et le chant révolutionnaire.

Brave tes ennemis
multiplie les harcèlements
Que tes actions et tes slogans
suscitent l'enthousiasme révolutionnaire
des peuples.
Allume le brasier
jusqu'au jour du châtement dernier
et que tes ennemis
soient à jamais chassés de la patrie.

Evite les déviations
reste fidèle à ton idéal
rejoins les montagnes
sois uni

vis toujours plus haut
brise tous les complots
Que celui qui t'a agressé
soit à jamais anéanti
Celui qui désire la dignité
la justice et la vérité

Ce n'est qu'en agissant ainsi
en respectant ces principes
que tu peux prétendre être Sahraoui
Car seule la lutte
donne la gloire et les honneurs
Celui qui désure la dignité
la justice et la vérité
par le fer et le feu
doit combattre tous ses ennemis
Car la libération du Sahara
n'est pas si éloignée.

Femmes et hommes
sous les yeux du monde entier
nous libérerons notre patrie
parce que notre lutte est sans précédent

Fils du Sahara
vous avez quitté vos tentes et vos maison
Avec droiture et détermination
vous avez rejoint les montagnes
Vous avez fait subir à l'ennemi
des défaites à Châat et Farsia
et à Haatalla
Quelle longue nuit de détresse ce fut
pour lui.

Vous avez détruit ses chars
abattu ses avions
Vous lui avez pris
toutes sortes d'armements
et depuis lors
l'ennemi est aux abois
Désorienté
il n'est plus que l'ombre de lui-même.

Peuple
la victoire est tienne
Peuple
continue le combat.

Chers amis,

Je vous expédie ce jour, par voie
S.N.C.F., un colis de vêtements de laine
pour les enfants de la R.A.S.D. Je vou-
drais que ce colis soit pris comme il a été
fait ; c'est-à-dire sans aucun but charitable,
mais fraternellement comme un geste de
solidarité envers nos camarades du Sahara
qui luttent pour leur liberté et le socia-
lisme. Ces vêtements ont été faits par moi
pour mes propres enfants (9, 8 et 4 ans).
Ces derniers ont participé eux-mêmes au
choix en éliminant ce qui ne leur paraissait
pas assez neuf. Je m'excuse toutefois de ne
pouvoir en envoyer plus, mais le transport
coût très cher.

Françoise Corbiveau (87 Isle)

*Merci pour ces vêtements qui seront
très utiles pour les enfants sahraouis. En
effet, ce sont ces derniers qui souffrent le
plus du manque d'habits. Espérons que la
solidarité qui s'est développée en 1978 va
encore s'amplifier en 1979 pour aider le
peuple sahraoui à poursuivre sa lutte
jusqu'à la victoire. Par ce bulletin, vos
sentiments d'affection à vos soeurs sab-
raouies sont transmis. Nous leur envoyons
aussi votre lettre. Encore merci !*

Sahara info

**« Sahara-Info »
améliore
sa présentation
Aidez-le
dans son effort
de diffusion**

CAMPAGNE SCOLAIRE

La campagne scolaire annoncée dans le dernier Sahara Info est lancée et commence à porter ses fruits. Nous vous rappelons que vous pouvez nous commander des dépliants. Diffusez-les massivement autour de vous. Faites connaître cette campagne !

Bon à renvoyer à l'Association des Amis de la R.A.S.D., B.P. 236, 75264 Paris Cedex 06.

.....
Faites- moi parvenir dépliants pour enfants de 7 à 12 ans.
..... dépliants pour adolescents.

Nom et prénom Profession

Adresse

Je vous envoie la somme de F pour la campagne scolaire.